

**E 7643**

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

QUATORZIÈME LÉGISLATURE

**SÉNAT**

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2011-2012

---

Reçu à la Présidence de l'Assemblée nationale  
Le 5 septembre 2012

---

Enregistré à la Présidence du Sénat  
Le 5 septembre 2012

**TEXTE SOUMIS EN APPLICATION DE  
L'ARTICLE 88-4 DE LA CONSTITUTION**

PAR LE GOUVERNEMENT,

À L'ASSEMBLÉE NATIONALE ET AU SÉNAT

**Proposition de virement de crédits** n° DEC 25/2012 – Section III -  
Commission - du budget général 2012.

DEC 25/2012





**CONSEIL DE  
L'UNION EUROPÉENNE**

**Bruxelles, le 30 août 2012  
(OR. en)**

**13259/12**

**FIN 613**

**NOTE DE TRANSMISSION**

---

Origine: M. Janusz LEWANDOWSKI, membre de la Commission européenne  
Date de réception: 29 août 2012  
Destinataire: Monsieur Vassos SHIARLY, Président du Conseil de l'Union européenne  
Objet: Proposition de virement de crédits n° DEC25/2012 - Section III - Commission  
- du budget général 2012

---

Les délégations trouveront ci-joint le document de la Commission - DEC25/2012.

---

p.j. : DEC25/2012



# COMMISSION EUROPÉENNE

BRUXELLES, LE 29/08/2012

BUDGET GÉNÉRAL - EXERCICE 2012  
SECTION III - COMMISSION TITRES 19, 23, 40

## VIREMENT DE CRÉDITS N° DEC 25/2012

EN EUROS

### ORIGINE DES CRÉDITS

<b>DU CHAPITRE</b> - 1908 Politique européenne de voisinage et relations avec la Russie POSTE - 19 08 01 01 Instrument européen de voisinage et de partenariat – Coopération financière avec les pays méditerranéens	CE	- 11 361 400
<b>DU CHAPITRE</b> - 2303 Instrument financier pour la protection civile ARTICLE - 23 03 06 Interventions de protection civile dans les pays tiers	CE	- 4 000 000
<b>DU CHAPITRE</b> - 4002 Réserves pour les interventions financières ARTICLE - 40 02 42 Réserve d'aide d'urgence	CE CP	- 79 638 600 - 64 000 000

### DESTINATION DES CRÉDITS

<b>AU CHAPITRE</b> - 2302 Aide humanitaire, y compris l'aide aux personnes déracinées, l'aide alimentaire et la préparation aux catastrophes ARTICLE - 23 02 01 Aide humanitaire	CE CP	80 000 000 52 000 000
ARTICLE - 23 02 02 Aide alimentaire	CE CP	15 000 000 12 000 000

## INTRODUCTION

Au 17 août 2012, le taux d'exécution global des crédits d'engagement inscrits dans le chapitre relatif à l'aide humanitaire (23 02) était de 97,4 %.

Ce taux d'exécution élevé est conforme à la stratégie opérationnelle et à la planification budgétaire de 2012 établies par la Commission, qui ont été présentées à la commission du développement (DEVE) du Parlement européen ainsi qu'à la réunion du groupe de travail «Aide humanitaire et aide alimentaire» (COHAFA) du Conseil. Sur la base de son évaluation des besoins humanitaires, la Commission détermine, pour les crises de longue durée, une dotation budgétaire préliminaire par pays pour l'année à venir. Conformément aux orientations du Conseil et du Parlement européen, au moins 15 % des crédits inscrits sur la ligne du budget opérationnel initial restent non alloués pour permettre de faire face à l'évolution des priorités et à de nouveaux besoins.

En appliquant cette méthodologie, le montant non alloué des crédits de la réserve opérationnelle initiale a été fixé à l'origine à 152 millions d'EUR. Le budget de l'aide humanitaire a encore été renforcé grâce à un montant de 65 millions d'EUR issu de la réserve d'aide d'urgence et destiné à des interventions dans la région du Sahel, ainsi qu'un montant de 80 millions d'EUR (19 millions provenant de la réserve d'aide d'urgence et 61 millions issus d'un redéploiement au sein de la rubrique 4) en faveur d'interventions au Soudan, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen.

Les montants de la réserve opérationnelle après les renforcements mentionnés (297 millions d'EUR) ont été utilisés comme suit dans le cadre de crises nouvelles ou de l'aggravation de crises existantes:

- 90 millions d'EUR en faveur de la crise au Sahel afin de fournir une aide alimentaire à la suite de l'aggravation de la sécheresse;
- 40 millions d'EUR en faveur des populations touchées par les violences en Syrie;
- 25 millions d'EUR pour le Yémen, notamment en faveur des personnes déplacées dans le sud du pays et des enfants souffrant de malnutrition aiguë;
- 20 millions d'EUR destinés au Pakistan pour faire face aux conséquences de la mousson de 2011 et au conflit qui touche le pays;
- 40 millions d'EUR pour l'aide humanitaire au Soudan et au Soudan du Sud, afin de faire face aux conséquences des hostilités entre ces deux pays et à l'aggravation des conflits internes;
- 48 millions d'EUR pour d'autres catastrophes naturelles ou l'aggravation de crises, comme le suivi des inondations de 2011 en Asie du Sud-Est et l'insécurité alimentaire en Éthiopie.

Désormais, le montant non alloué de la réserve opérationnelle disponible pour d'autres interventions en cas de crises nouvelles ou de l'aggravation de crises existantes s'établit à 33,5 millions d'EUR.

Le renforcement budgétaire demandé à présent, d'un montant total de 95 millions d'EUR, sera utilisé pour fournir une aide humanitaire dans le contexte des crises suivantes:

Syrie: La situation humanitaire continue de se détériorer, et les besoins humanitaires, tant en Syrie que dans ses pays voisins (Liban, Jordanie, Turquie et Iraq), augmentent rapidement. Les violences se sont intensifiées et les affrontements se multiplient. Le 15 juillet, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a déclaré qu'il considérait les hostilités en Syrie comme une guerre civile. Les infrastructures et services locaux ont été fortement perturbés. Par ailleurs, les réfugiés palestiniens, de plus en plus vulnérables, commencent à être impliqués dans le conflit. L'aide humanitaire est manifestement insuffisante pour faire face à la croissance rapide des nouveaux besoins: plus de 2,5 millions de personnes requièrent une aide immédiate, environ 1,2 million de personnes ont été déplacées à l'intérieur du pays et le nombre de réfugiés est en rapide progression [source: Bureau pour la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH), 17 août]. Des financements ont déjà été alloués pour apporter une réponse mesurée à cette crise qui s'étend, à savoir, 20 millions d'EUR sur les fonds existants et 20 millions supplémentaires au moyen de renforcements budgétaires. Ces montants ne pourront pas satisfaire intégralement les besoins qui sont susceptibles de surgir d'ici à la fin de l'année. Par conséquent, un financement supplémentaire est essentiel pour remédier à la situation critique des Syriens. Il sera également indispensable de venir en aide aux nombreux réfugiés devant affluer dans la région. Sur la base de l'évaluation des besoins, un montant supplémentaire de 50 millions d'EUR devrait être mis à disposition dès que possible;

Pakistan: Le Pakistan est confronté simultanément à deux crises humanitaires majeures. L'une d'elles découle du conflit qui affecte le nord du pays, où les opérations militaires se sont intensifiées ces six derniers mois, provoquant d'importants déplacements de populations. À la date du 5 août 2012, on comptait plus de 741 000 personnes déplacées dans le nord. L'autre crise est due aux terribles inondations survenues pendant deux années successives dans le sud du pays et à leurs conséquences en termes d'insécurité alimentaire et de malnutrition. Selon les résultats d'une enquête nationale en matière de nutrition, lancée en septembre 2011, la province du Sindh abrite la plus forte proportion de personnes en situation d'insécurité alimentaire au Pakistan, près de 72 % de la population étant touchée (soit 5,8 millions de personnes). Le financement actuellement prévu

par le budget de l'UE, qui se chiffre à 55 millions d'EUR, ne permet pas une prise en charge continue de ces deux crises jusqu'à la fin de l'année. Un montant supplémentaire de 15 millions d'EUR est nécessaire pour faire face aux besoins en matière d'alimentation, de protection, d'eau, d'assainissement, d'hygiène, d'abris, de santé et de nutrition qui existent dans le nord du pays et aux besoins en termes d'alimentation et de nutrition dans le sud;

Corne de l'Afrique: La sécheresse qui a frappé la Corne de l'Afrique en 2010/2011 a été à l'origine, en 2011, d'une famine ou de conditions proches de la famine, constituant ainsi une des plus grandes crises humanitaires dans le monde. Grâce à un vaste effort international et à l'évolution favorable de la saison des pluies, la situation s'est légèrement améliorée. Cependant, cette région connaît encore une crise humanitaire majeure (13 millions de personnes touchées). À l'heure actuelle, 9,1 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire, car elles n'ont pas surmonté la crise de l'an dernier. L'insécurité alimentaire et la malnutrition perdurent sous l'effet des perturbations affectant la saison des pluies et de la sécheresse persistante, mais sont aussi imputables à des facteurs tels que le degré élevé de vulnérabilité, le changement climatique, la pauvreté chronique, l'évolution démographique, les déficiences structurelles, l'insuffisance des infrastructures, les dysfonctionnements du marché et, surtout, le conflit qui perdure en Somalie et le prix élevé des denrées alimentaires. Bien que la dernière saison des pluies ait permis de meilleures récoltes, les précipitations tardives et irrégulières enregistrées cette année dans certaines régions sont à l'origine d'une nouvelle insécurité alimentaire. Les organisations humanitaires doivent poursuivre leur action massive, en prévoyant notamment une aide d'urgence, des mesures de préparation ainsi que des activités de résistance et de rétablissement. Parmi les défis à relever figurent l'augmentation des taux de malnutrition, l'insécurité alimentaire persistante, les pénuries d'eau et les flux continus de réfugiés et de personnes déplacées. En 2011, les financements de l'UE dans la Corne de l'Afrique se sont établis à 181 millions d'EUR. En 2012, initialement fixés à 102 millions d'EUR, ils ont été renforcés par un montant de 22 millions au titre du Fonds européen de développement (initiative «Soutenir la résistance de la Corne de l'Afrique») et par un montant de 8 millions issu de la réserve opérationnelle du budget de l'aide humanitaire. Au vu de cette situation d'urgence humanitaire qui perdure, un nouveau montant de 30 millions d'EUR est jugé nécessaire pour faire face aux besoins dans les mois à venir;

L'ampleur de ces catastrophes dépasse l'objet de la réserve opérationnelle et il importe de conserver une capacité d'intervention suffisante pour être en mesure de fournir une aide ultérieure en cas de catastrophes multiples pouvant survenir au second semestre de l'année.

Par conséquent, un nouveau renforcement de 95 millions d'EUR en crédits d'engagement est requis: 80 millions d'EUR pour l'aide humanitaire (ligne 23 02 01) et 15 millions d'EUR pour l'aide alimentaire (ligne 23 02 02). La demande de crédits de paiement (CP) s'établit à 64 millions d'EUR. À ce stade de l'année, le niveau des CP inscrits sur les lignes budgétaires de l'aide humanitaire est en nette diminution, et la Commission doit verser 64 millions d'EUR à la suite du dernier renforcement budgétaire (DEC 21)<sup>1</sup>, pour lequel un montant de 40 millions d'EUR en CP avait été requis, tout en acquittant les préfinancements (généralement à hauteur de 80 %) pour la présente demande. Une baisse du montant des CP pourrait sérieusement compromettre la capacité du budget de l'UE à respecter ses engagements.

La réserve d'aide d'urgence a déjà été mobilisée, pour un montant total de 84 millions d'EUR en crédits d'engagement, afin d'intervenir dans la crise alimentaire au Sahel et de répondre aux besoins qui se sont déclarés au Soudan, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen.

Après avoir examiné toutes les possibilités de réallocations au sein de la rubrique 4, la Commission propose de satisfaire aux nouveaux besoins de la manière suivante:

redéploiement, au sein de la rubrique 4, de 15,3614 millions d'EUR en crédits d'engagement;

mise à disposition, au titre de la réserve d'aide d'urgence, de 79,6386 millions d'EUR en crédits d'engagement et de 64 millions d'EUR en crédits de paiement.

Pour obtenir une description détaillée du contexte et de l'utilisation prévue des fonds, il convient de se reporter aux annexes 1, 2 et 3.

---

<sup>1</sup> Renforcement, en juillet, de 80 millions d'EUR en crédits d'engagement pour les crises au Soudan, au Soudan du Sud, en Syrie et au Yémen.

## I. RENFORCEMENT

### I.A

#### a) Intitulé de la ligne

##### 23 02 01 - Aide humanitaire

#### b) Données chiffrées à la date du 03/08/2012

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	553 261 000	518 574 685
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	80 000 000	35 000 000
<hr/>		
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	633 261 000	553 574 685
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	627 528 264	378 372 743
<hr/>		
<b>5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>5 732 736</b>	<b>175 201 942</b>
<b>6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>85 732 736</b>	<b>227 201 942</b>
<b>7. Renforcement proposé</b>	<b>80 000 000</b>	<b>52 000 000</b>
8. Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	14,46%	10,03%
9. Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 23 §1 b et c du RF, calculé selon l'article 17bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

#### c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1. Crédits disponibles en début d'année	449 190	188 817
2. Crédits disponibles à la date du 03/08/2012	403 844	33
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	10,10%	99,98%

#### d) Justification détaillée du renforcement

Voir l'explication fournie dans l'introduction.

**I.B**a) Intitulé de la ligne**23 02 02 - Aide alimentaire**b) Données chiffrées à la date du 03/08/2012

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	251 580 000	230 602 367
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	65 000 000	5 000 000
	<hr/>	<hr/>
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	316 580 000	235 602 367
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	282 383 740	203 655 523
	<hr/>	<hr/>
<b>5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>34 196 260</b>	<b>31 946 844</b>
<b>6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>49 196 260</b>	<b>43 946 844</b>
<b>7. Renforcement proposé</b>	<b>15 000 000</b>	<b>12 000 000</b>
8. Pourcentage du renforcement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	5,96%	5,20%
9. Pourcentage des renforcements cumulés en application de l'article 23 §1 b et c du RF, calculé selon l'article 17bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1. Crédits disponibles en début d'année	392 627	0
2. Crédits disponibles à la date du 03/08/2012	371 556	0
3. Taux d'exécution [(1-2)/1]	5,37%	n/a

d) Justification détaillée du renforcement

Voir l'explication fournie dans l'introduction.



## II. PRÉLÈVEMENT

### II.A

#### a) Intitulé de la ligne

**19 08 01 01 - Instrument européen de voisinage et de partenariat - Coopération financière avec les pays méditerranéens**

#### b) Données chiffrées à la date du 16/08/2012

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	1 243 861 010	671 552 312
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	0	0
<hr/>		
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	1 243 861 010	671 552 312
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	680 062 378	118 177 724
<hr/>		
<b>5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>563 798 632</b>	<b>553 374 588</b>
<b>6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>552 437 232</b>	<b>553 374 588</b>
<b>7. Prélèvement proposé</b>	<b>11 361 400</b>	<b>0</b>
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	0,91%	0,00%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

#### c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1. Crédits disponibles en début d'année	20 266 463	17 122 700
2. Crédits disponibles à la date du 16/08/2012	11 361 400	7 893 688
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	43,94%	53,90%

#### d) Justification détaillée du prélèvement

La ligne budgétaire de l'instrument européen de voisinage et de partenariat consacrée à la coopération financière avec les pays méditerranéens a été créditée de recouvrements (crédits C5), à hauteur de 11 361 400 EUR, se rapportant à la part non utilisée des fonds alloués au mécanisme de capital-risque «Upgrading of the Enterprises III» en Égypte.

Comme ces sommes récupérées seront utilisées en 2012, le montant correspondant en crédits C1 peut être mis à disposition pour financer les besoins humanitaires accrus en Syrie et dans la Corne de l'Afrique.

## II.B

### a) Intitulé de la ligne

#### 23 03 06 - Interventions de protection civile dans les pays tiers

### b) Données chiffrées à la date du 16/08/2012

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	4 000 000	3 818 236
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	104 000	99 274
2. Virements	0	0
<hr/>		
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	4 104 000	3 917 510
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	74 794	196 151
<hr/>		
<b>5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>4 029 206</b>	<b>3 721 359</b>
<b>6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>29 206</b>	<b>3 721 359</b>
<b>7. Prélèvement proposé</b>	<b>4 000 000</b>	<b>0</b>
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	100,00%	0,00%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

### c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1. Crédits disponibles en début d'année	2 794 654	1 949 026
2. Crédits disponibles à la date du 16/08/2012	38 737	1 390 004
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	98,61%	28,68%

### d) Justification détaillée du prélèvement

À la suite de l'examen à mi-parcours réalisé sur les lignes budgétaires de la protection civile et compte tenu des prévisions jusqu'à la fin de l'année, la Commission a relevé un excédent de 4 millions d'EUR. Les montants perçus en tant que recettes réaffectées en 2012 seront suffisants pour couvrir les besoins jusqu'à la fin de l'année, étant donné que le mécanisme de protection civile a été activé moins souvent que prévu au cours des sept premiers mois de l'année.

## II.C

### a) Intitulé de la ligne

#### **40 02 42 - Réserve d'aide d'urgence**

### b) Données chiffrées à la date du 03/08/2012

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1A. Crédits de l'exercice (budget initial + BR)	258 937 000	90 000 000
1B. Crédits de l'exercice (AELE)	0	0
2. Virements	-84 024 000	-10 300 000
	<hr/>	<hr/>
3. Crédits définitifs de l'exercice (1A+1B+2)	174 913 000	79 700 000
4. Exécution des crédits définitifs de l'exercice	0	0
	<hr/>	<hr/>
<b>5. Crédits inutilisés/disponibles (3-4)</b>	<b>174 913 000</b>	<b>79 700 000</b>
<b>6. Besoins jusqu'à la fin de l'exercice</b>	<b>95 274 400</b>	<b>15 700 000</b>
<b>7. Prélèvement proposé</b>	<b>79 638 600</b>	<b>64 000 000</b>
8. Pourcentage du prélèvement par rapport aux crédits de l'exercice (7/1A)	30,76%	71,11%
9. Pourcentage des prélèvements cumulés en application de l'article 23 § 1 b et c du RF, calculé selon l'article 17 bis des modalités d'exécution par rapport aux crédits définitifs de l'exercice	n/a	n/a

### c) Recettes provenant de recouvrement reportées (C5)

	<b>CE</b>	<b>CP</b>
1. Crédits disponibles en début d'année	0	0
2. Crédits disponibles à la date du 03/08/2012	0	0
3. Taux d'exécution $[(1-2)/1]$	n/a	n/a

### d) Justification détaillée du prélèvement

La réserve d'aide d'urgence est destinée à permettre de répondre rapidement à des besoins spécifiques d'aide à des pays tiers, à la suite d'événements qui n'étaient pas prévisibles lors de l'établissement du budget. Cette réserve sert en priorité pour des actions à caractère humanitaire, mais aussi, le cas échéant, pour la gestion civile d'une crise et la protection civile (point 25 de l'accord interinstitutionnel signé le 17 mai 2006).

Il est demandé un renforcement issu de cette réserve, à hauteur de 79,6386 millions d'EUR en crédits d'engagement et de 64 millions d'EUR en crédits de paiement.

**SYRIA AND SYRIAN REFUGEES IN NEIGHBOURING COUNTRIES**

<b>Key financial information</b>	
Previous year: total amount in 2011	EUR 0
Amount in the World Wide Decision 2012	EUR 0
Additional (already approved) credits from the Operational Reserve of which:	EUR 40 million
Humanitarian Implementation Plan (revision)	EUR 10 million
Emergency Decisions	EUR 10 million
Budget Reinforcement July (Emergency Aid Reserve and repriorisation External actions)	EUR 20 million
Other EU Funding (Development cooperation, etc.)	EUR 23 million Special measure for Syria and Syrian refugees
Other donors	Syria and Syrian refugees in neighbouring countries: USD 107 million in 2012 (source United Nations Office for Coordination of Humanitarian Affairs (UN OCHA): Central Emergency Response Fund, United States, Commission, Denmark, Australia)

<b>Additional needs</b>	
Total needs	EUR 50 million
When are the credits needed	September 2012
Breakdown by country (if applicable)	Unless the access situation changes dramatically the bulk of funding should go inside Syria, with the rest dedicated to neighbouring countries.
Financed from	Emergency Aid Reserve and reprioritisation in External Actions

**Why do we need additional funding? (what is new?)**

**Humanitarian Needs**

The humanitarian situation in Syria continues to deteriorate and humanitarian needs, both in Syria and neighbouring countries (Lebanon, Jordan, Turkey and Iraq) have rapidly increased.

Violence has intensified, fighting has continued to spread and it is reasonable to fear that the situation might develop into a sectarian conflict. On 15 July the International Committee of the Red Cross (ICRC) indicated that it now considers hostilities in Syria a civil war, meaning that International Humanitarian Law applies throughout the country.

Furthermore, local infrastructure and services (in particular the Syrian health system, but also the provision of electricity, water and sanitation) have been seriously disrupted, generating even more complex needs. Palestinian refugees are becoming increasingly vulnerable and started to be drawn into the conflict.

Despite the escalation of fighting and access concerns, humanitarian assistance is steadily scaling up and is now being mobilised and implemented. The Government of Syria (GoS) has by and large delivered on its commitment to facilitate humanitarian aid (made in June at the 3rd Syria Humanitarian Forum) and the Syrian Arab Red Crescent (SARC) has granted formal approval to eight additional International Non-Governmental Organisations (INGOs) to work in Syria, expanding the number of possible implementing partners in the country (namely Action Contre La Faim, Première Urgence, Danish Refugee Council, International Medical Corps, Help, Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD), SIF, Terres des Hommes - Italy).

This represents a good step forward but is certainly not sufficient as additional humanitarian aid is outpaced by the speed with which new needs emerge: more than 2.5 million people need immediate assistance, around 1.2 million people are internally displaced. Refugee numbers have rapidly increased to over 170 166 as of 16 August with an average of 700 to 1 000 Syrians leaving every day. (source: United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (OCHA), 17 August).

Neighbouring countries have generously received this influx of refugees, but additional support is already required to ensure that the needs of fleeing Syrians and host communities are met and contingency planning and scale up are possible.

### **Humanitarian Financing**

As of end July, only 21% of the Syrian Humanitarian Response Plan and 26% of the Regional Refugee Response plan are financed even though their need estimates are outdated (the Humanitarian Response Plan dates from March) or very conservative (the maximum number of refugees under the Refugee Response plan is limited to 185 000 and will, at current rates of 700-1 000 new refugees per day, be reached by September/October. Turkey has already spent more funds (USD 200 million) on refugees than are required under the entire Refugee Response Plan of USD 193 million). In addition, both the ICRC and the International Federation of Red Cross and Red Crescent Societies (IFRC) have recently revised their appeals. The total current funding shortfall (UN and Red Cross/Crescent) is estimated at EUR 289 million.

### **Conclusion**

The Commission has so far received requests worth more than EUR 40 million, for which no funding is available and additional needs are likely to emerge between now and the end of the year. Therefore, an extra EUR 50 million from the EU Budget are requested for the Syria crisis.

The underlying assumption is that the crisis will continue to create humanitarian needs at about the current level, i.e. it is based on a rather conservative scenario. Should the crisis deepen and widen further – for instance, into an inter-regional conflict – the Commission would have to make an additional request for funds in the autumn.

Extra funding is crucial to adequately respond to the needs for Syria now and in the near future, as no political solution is likely to be found anytime soon. Even if the situation in Syria becomes so difficult from a security point of view that delivery of assistance in the country would be rendered impossible, additional funding will be indispensable to assist a consequent massive influx of refugees in the region.

### **What for?**

**Inside Syria and neighbouring countries**, the additional funding will allow addressing the increased needs, inter alia, in terms of medical emergency response, protection, food and nutritional items, water, sanitation and hygiene (WASH), shelter and psychosocial support for Syrian Internally Displaced Persons (IDPs), Syrian refugees and host communities. It will also permit to cover needs and mitigate vulnerability of Palestinian refugees.

Furthermore, extra funding will consent the enlarging of the humanitarian footprint and the presence of implementing partners, supporting capacity building of the existing and new INGOs which have received approval from the GoS and SARC to work in Syria.

## **Other relevant information**

### **Lifesaving needs in Syria**

In Syria, emergency health care is a priority and treating and evacuating the wounded are crucial actions. Growing numbers of civilians are leaving their homes in an attempt to escape from violence: they need urgent assistance and protection as well as hosting communities whose vulnerability is worsening. Local resources are stretched and the access to basic services is restricted with consequent rising demands for WASH.

### **Risk of destabilization of precarious equilibria in the region**

In neighbouring countries (Jordan, Lebanon, Turkey and Iraq), the Syrian crisis acts as a destabilizing factor mainly in Lebanon and Jordan. The continuous influx of Syrians is increasing the burden on the host communities and is likely to fuel tensions.

### **Progress in the scaling-up the humanitarian assistance**

Despite deteriorating security, implementing partners are scaling-up assistance and the latest reports from OCHA and ICRC highlight increasing aid recipient numbers. The World Food Programme (WFP) has distributed food to 500 000 people in June and has been requested by SARC to expand food aid to 1.5 million people from their current target of 850 000. The United Nations High Commissioner for Refugees (UNHCR) has received a go-ahead to extend cash assistance in Syria and the United Nations Children's Fund (UNICEF) is scaling up food and non-food assistance for 150 000 IDPs, planning to vaccinate 1.1 million people. The organisation is also looking at water, hygiene and sanitation rising demands and is planning to reach 15 000 beneficiaries. ICRC is currently distributing around 20 000 food parcels a month in Syria, has supported more than 400 000 persons and is negotiating with the GoS for further access to detention facilities.

### **Timeline for the use of the additional funding**

Additional funding is to be used as soon as it becomes available. The continuous establishment of a project pipeline is facilitated through four Commission's field experts as well as weekly dialogue with the main humanitarian partners at Head Quarter's level.

## Overview of existing and planned assistance

The joint humanitarian aid EU effort as encoded in the Commission's database: Emergency and Disaster Response Information System (Edris), which covers the EU Budget and Member States (MS), amounts to EUR 67.9 million and is detailed below.

<b>COMMISSION AND EU MEMBER STATES CONTRIBUTIONS TO SYRIA AND THE SYRIAN REFUGEE CRISIS IN 2012</b> 18/07/2012	
<b><u>Donor</u></b>	<b><u>Contributions input in EDRIS<sup>2</sup></u></b>
Austria	EUR 280 000
Belgium	EUR 2 000 000
Czech Republic	EUR 257 232
Denmark	EUR 2 999 579
EU Budget	EUR 40 000 000
Estonia	EUR 100 000
Finland	EUR 1 300 000
France	EU 2 658 000
Germany	EUR 6 605 096
Greece	EUR 50 000
Hungary	EUR 46 756
Ireland	EUR 500 000
Luxembourg	EUR 500 000
Netherlands	EUR 3 000 000
Poland	EUR 352 568
Spain	EUR 405 852
Sweden	EUR 3 757 680
United Kingdom	EUR 2 392 917
<b>Total</b>	<b>EUR 67 999 139</b>

<sup>2</sup> EDRIS – European Disaster Response Information System

## HORN OF AFRICA

Key financial information	
Previous year: total amount in 2011	EUR 182 million
Amount in the Humanitarian Implementation Plan (HIP) 2012	EUR 102 million
Additional (already approved) credits of which:	
European Development Fund Reinforcement	EUR 22 million (Supporting the Horn of Africa Resilience (SHARE))
HIP Revision	
Operational Reserve	EUR 8 million
Emergency Decisions	
Additional credit from the EAR	
Other EU funding (Development cooperation, etc.)	EUR 1,383 million (2008/2013)
Other donors (Financial Tracking Service)	EUR 224.6 million (EU Member States) USD 495.36 million (United States of America) EUR 963.99 million (Others)

Additional needs (as of 19 July 2012)	
Total needs	EUR 30 million
Breakdown by country (if applicable):	Now
- Ethiopia/Somalia	EUR 30 million
- <i>Humanitarian Aid</i>	<i>EUR 15 million</i>
- <i>Food Aid</i>	<i>EUR 15 million</i>
Financed from	EAR and redeployment within Heading 4

**Why do we need additional funding? (what is new?)**

A drought hit the Horn of Africa (HoA) in 2010/2011 leading to the biggest humanitarian crisis in the world (13 million people affected: 5 million in Ethiopia, 3.7 million in Somalia and 4.3 million in Kenya). People have still not recovered. The food insecurity and malnutrition is caused not only by the failed rainy seasons, but also to the high degree of vulnerability, structural weaknesses, conflict in Somalia and high prices of food commodities.

Although the last rainy season (end 2011) led to some good harvests, late and erratic rains in some areas are causing renewed food insecurity. Furthermore, the underlying problems have not been addressed. The level of preparedness to face possible humanitarian consequences and the early warning systems are better than in 2010/2011, but the humanitarian community has to continue supporting massively preparedness actions and be ready to respond to rising of malnutrition rates, water shortages and new influx of refugees and Internally Displaced Persons.



In Somalia, the April to June Gu rains in most southern parts of the country started late and were poorly distributed over space and time. As a result, the Gu season crop harvests will likely be delayed and below-average. This, coupled with the deteriorating humanitarian access and the still precarious nutrition status, is likely to see food security of poor, agro pastoral households deteriorate further to Emergency levels (Integrated Food Security Phase Classification - Phase 4). In addition, the evolving military and political situation is bringing new humanitarian needs notably following population displacements and military operations.

In Ethiopia, SNNPR region, southern Tigray, eastern Amhara, parts of central and eastern Oromia are of concern. Rainy season is very late, meaning that the growing season is considerably reduced. In some areas very poor harvests have been recorded. Household food insecurity and levels of malnutrition are increasing. Between February and March 2012, the average admissions of severely malnourished children per site at regional level are increasing. The food security situation is not likely to improve until the next harvest in November/December 2012.

Due to the deteriorating situation between the two Sudan states, the refugee flow from Sudan to Ethiopia is increasing. There is already concern about the 15 000 people refugees in Gambella who do not yet have the refugee status and who require urgent support. In Dollo Ado, the number of new arrivals from Somalia has increased to some 1 500 persons per week since early June and is expected to continue increasing. Moreover, clan clashes have been intensifying over scarce resources and have generated continuing internal displacements. There is a need to strengthen rapid response to these populations.

### **What for?**

Prepositioning of stocks and disaster preparedness activities have to be reinforced; including boosting of current aid pipelines particularly needed in the last quarter of the year.

In parallel, additional support to livelihoods recovery (and resilience related initiative) should also be supported (in addition to SHARE EDF funding) as to avoid complete destitution of vulnerable people.

Partners already active in the region and necessary actions which could not or were partially funded under the HIP 2012 will be supported.

Emergency response focusing on nutrition, health, wash and food assistance and non-food items/shelters would be needed.

### **Other relevant information**

Access in South-central Somalia as well as in some areas of Ethiopia is sharply restricted. The refugee situation is worsening (continued influx, deteriorating situation in the camps, new influx of Sudanese refugees in Ethiopia)

All major donors including the EU have committed themselves into a "Global Alliance for Action for Drought Resilience and Growth" in the Horn of Africa, which initiative can boost coordination and lead to more collective efficient action for resilience.

In March 2012, the Commission launched the SHARE initiative with a budget of EUR 271 million for the first phase (2012/2013) of which EUR 22 million from EDF resources have been allocated for humanitarian and food aid. This funding will increase the support to livelihoods recovery and alternative livelihoods promotion.

The May 2012 Foreign Affairs Council Conclusions on resilience in the HoA support Linking Relief Rehabilitation and Development and longer term solutions in the region.

## Overview of existing and planned assistance

The joint humanitarian aid EU effort (EU and Member States as encoded in the Commission's database: Emergency and Disaster Response Information System (Edris), amounts to EUR 224 million and is detailed below:

<b>COMMISSION AND EU MEMBER STATES CONTRIBUTIONS TO THE HORN OF AFRICA IN 2012 18/07/2012</b>	
<b><u>Donor</u></b>	<b><u>Contributions input in EDRIS<sup>3</sup></u></b>
Czech Republic	EUR 158 290
Denmark	EUR 10 203 038
EU	EUR 132 000 000
Estonia	EUR 70 000
Finland	EUR 11 050 000
Germany	EUR 11 638 320
Hungary	EUR 26 697
Ireland	EUR 2 000 000
Italy	EUR 2 542 000
Luxembourg	EUR 331 525
Netherlands	EUR 1 000 000
Sweden	EUR 15 716.292
United Kingdom	EUR 37 874 240
<b>Total</b>	<b>EUR 224 610 402</b>

<sup>3</sup> EDRIS – European Disaster Response Information System

## PAKISTAN

Key financial information	
Previous year: total amount in 2011	EUR 92.5 million
Amount in the World Wide Decision (WWD) 2012	EUR 35 million
Additional (already approved) credits from the Operational Reserve of which: Humanitarian Implementation Plan (new) Emergency Decisions Additional credits from the Emergency Aid Reserve	EUR 20 million
Other EU funding (Development Cooperation, etc.)	EUR 30 million from Food Security Thematic Programme (FSTP) for 2012
Other donors (Source United Nations Financial Tracking Service as of 16/07/2012)	(in USD) United States: 55 million, Central Emergency Response Fund: 26.8 million, United Kingdom: 13.9 million, Canada: 11 million, Norway: 10.7 million, Sweden: 8.4 million, Japan: 6 million, Denmark: 5.2 million, Switzerland: 1.6 million, Germany: 0.6 million, Czech Republic: 0.13 million. The European Commission remains the main donor with 75 million – 34.7 %.

Additional needs	
Total needs	EUR 15 million
When are the credits needed	Now
Breakdown by country (if applicable)	
Financed from	Mobilisation of the EAR and reprioritisation in External Actions.

**Why do we need additional funding? (what is new?)**

Pakistan is confronted by two major humanitarian crises at the same time:

- - One derives from the on-going conflict in the North of Pakistan with an escalation in the military operations over the last 6 months;
- - The other one derives from the two successive years of major flooding in the South of the country and the consequences in terms of food insecurity and malnutrition.

In addition, new potential needs might be triggered by new natural disasters during the 2012 monsoon season or new military operations.

1. Recent military operations in Khyber agency, part of the Federally Administered Tribal Areas (FATA), have caused the displacement of a large number of people. The influx of Internally Displaced People (IDPs) into Jalojai camp in Khyber Pakhtunkhwa (KP) began in mid-January and intensified in March due to increased security operations in Khyber agency. The renewed conflict has resulted in the displacement of over 361 000 individuals from FATA to KP in the last 6 months. As of 5 August 2012, more than 741 000 people are displaced in the North (including those displaced since 2007). Bearing in mind that people do not always register or are refused registration by the authorities, the actual figures may be higher. Displaced families from Khyber Agency have been arriving at Jalojai camp (majority – in KP), Togh Serai in KP (Hangu

in KP) and New Durrani camp (Kurram agency in FATA) for registration and to receive relief assistance since January-March. In June/July, on average, 1 200 individuals have been registered per day, while their number was 3 000 at the beginning of May and 10 000 in mid-March. 11 % of those displaced are living in three abovementioned camps (Jalozai, Togh Sarai and New Durrani) and 89% in host communities outside the camps.

Registered families (residing either inside or outside Jalozai camp) receive humanitarian assistance in the form of the United Nations High Commissioner for Refugees non-food items package, United Nations Children's Fund hygiene kits and World Food Program (WFP) monthly food rations. Families opting to reside inside Jalozai camp receive a comprehensive package of assistance including food, shelter, health, education and water, sanitation and hygiene (WASH) services. Those opting to stay off-camp also receive assistance mainly by the Non-Governmental Organisations' (NGOs) community.

Government authorities and humanitarian agencies expect the Khyber IDPs to remain displaced at least until the end of the year. Humanitarian partners are seeking funds to continue on-going relief activities for both IDPs and returnees in KP and FATA. The humanitarian caseload is increasing not only because of the influx of IDPs, but also because of the slower rate of returns than originally expected.

The crisis goes almost unnoticed, is rarely reported in the media and is largely underfunded (currently at only 45%). The severe underfunding has already triggered cuts in food rations. Without additional funding, there will be a disruption in the delivery of basic health and nutrition services and WASH services as from September, which may cause disease outbreaks. There is already a serious lack of shelter and non-food items (NFIs). The influx to the camps has resulted in part of the assistance which was originally designated for off-camp population being re-allocated for urgent needs in the camps. This is in particular true for protection activities.

A high proportion of the families displaced are women-headed households. Most of them have children and are being prioritised for registration, tent allocation and provision of humanitarian assistance.

2. The impact of the 2010 and 2011 floods in the Southern Province of Sindh has been particularly severe for an already very vulnerable population. The results of a National Nutrition Survey (NNS) launched in September 2011 show that Sindh has the highest proportion of food-insecure people in Pakistan, with almost 72% of the population suffering from food insecurity. The 2011 survey concludes that Sindh also has the highest levels of malnutrition in the country. The Global Acute Malnutrition (GAM) is at 17.5% amongst children under five years, well above the World Health Organisation (WHO) "critical" threshold of 15%. It is important to note that the Government of Pakistan has not endorsed the results of this Survey, denying the seriousness of the situation. The situation has worsened since the onset of the 2011 floods. Women and children who were already malnourished prior to the floods are now acutely malnourished.

The current response amounting to EUR 55 million does not allow for a sustained response to the IDP crisis in the North and an appropriate level of funding for the food security and nutrition gaps in the South until the end of the year.

With the monsoon season underway, it is probable that major flooding might occur again this year. Should it happen, it will add to the already extreme vulnerability of the people.

### **What for?**

The additional EUR 15 million will be allocated to address existing needs in terms of food, protection, WASH, shelter, health and nutrition in the North (KP) and food and nutrition in the South (Sindh).

The aid will be contracted mostly in the form of cost extensions to existing operations with active partners on the ground to enable a sustained response to humanitarian needs for the most vulnerable.

The expectation is that most of the additional funding would be used in the North (KP). However, flexibility must be preserved to ensure quick reaction to changing events in order to allocate funds on the basis of needs and access if new floods occur during the monsoon season until the end of September.

The amount of EUR 15 million is based on the present humanitarian situation in the North. It does not take into account the foreseeable deterioration of the situation if more extensive military operations or new flooding occur.

### **Other relevant information**

For the two major crises for which funding is requested, access is granted for the time-being and partners are already present and implementing projects, some of them with EU Budget funding. The idea would therefore be to increase the EU's contribution to some of the existing agreements and possibly to work with other partners if the quality of their proposals and interventions are suitable.

Pakistan humanitarian situation has remained unnoticed already for some time and can be considered as a forgotten crisis. It is particularly true for the conflict situation in the North of Pakistan which has been largely underfunded by most of the donors (except the Commission) since 2010. The EU is the largest humanitarian donor in Pakistan, covering some 35% of humanitarian funding for 2012. The recent displacement of over 360 000 people has not been covered in the media and has not triggered a large response in terms of funding. It may be linked to the attitude of the authorities which have refused launching an emergency appeal prepared by the United Nations (UN) or to donor fatigue.

Many donors have a more political counter terrorism agenda which is not always compatible with the humanitarian one. Both UN agencies and NGOs are struggling to meet the scale of the needs with the low level of response by donors. For example, WFP has stressed the importance of donors confirming their contributions now to avoid breaks in the delivery of assistance. If the Food Security Cluster is unable to meet the basic food needs of vulnerable families, food insecurity will likely increase and coping mechanisms will erode, trends which may further destabilize the fragile socio-political and security environment. The situation in the IDP camps is increasingly tense, also because of scarcity of resources.

It is assessed that the displacements are likely to continue in the months to come and that humanitarian assistance will be needed for almost 750 000 conflict-affected IDPs in the foreseeable future. As regards the conflict, the Federal authorities have refused to launch an emergency appeal. The UN Humanitarian Operation Plan (HOP) has reported a funding gap of USD 104 million to provide life-saving and essential services for the IDP crisis until the end of the year.

In terms of natural disasters, the 2011 floods that affected almost 5.8 million people in the South went quite unnoticed since, although at a large scale, they were not as massive as the 2010 floods which affected 20 million people. In February, the Government of Pakistan and humanitarian partners launched an Early Recovery Framework with projects to re-establish livelihoods and restore communities in areas affected by the 2011 floods. The Framework is only 12 % funded, leaving humanitarian partners with severe funding shortages as they seek to build people's resilience and break the cycle of flood and recovery.

Pakistan was discussed in the Council Working Party on Humanitarian and Food Aid of 10 July 2012. Member States expressed the need for a collective effort and further scaling up of support to Pakistan, to tackle in particular the deteriorating food security and nutrition situation in Sindh.